

Du partenariat réinventé au « Pays Solution »

RDC – France à Nairobi : la fin du vieux logiciel africain



Post de blog

Le symbole Nairobi

Le sommet Africa Forward organisé à Nairobi en mai 2026 n'a probablement pas seulement été un événement diplomatique de plus dans l'agenda international. Il révèle peut-être une rupture beaucoup plus profonde : la fin progressive du vieux logiciel postcolonial qui structurait depuis plusieurs décennies les relations entre la France et une partie de l'Afrique.

Le symbole est puissant.

Pour la première fois, un sommet stratégique de cette ampleur se tient à Nairobi, capitale anglophone devenue l'un des principaux hubs technologiques, financiers et diplomatiques du continent. Ce déplacement géographique raconte déjà quelque chose : l'Afrique contemporaine ne se pense plus à travers les anciennes frontières mentales de la Françafrique.

Le continent a changé. Et les dirigeants africains aussi. À Nairobi, deux visions semblent se répondre à distance.

D'un côté, Emmanuel Macron parle d'un « partenariat réinventé ». De l'autre, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo développe la doctrine du Congo comme « Pays Solution ». Deux expressions différentes. Deux histoires politiques distinctes. Mais une même réalité géopolitique : l'Afrique entre désormais dans un âge de souverainetés concurrentes, d'industrialisation stratégique et de contrôle des infrastructures critiques.

La fin du pré carré français

Pendant longtemps, la relation franco-africaine reposait sur une mécanique relativement stable :

- réseaux d'influence
- bases militaires
- dépendances sécuritaires
- équilibres politico-économiques hérités des indépendances

Emmanuel Macron reconnaît désormais lui-même les limites de ce système lorsqu'il évoque le « pré carré » français. Cette phrase est loin d'être anodine. Elle constitue probablement l'une des plus importantes ruptures doctrinales jamais formulées par un président français sur la politique africaine contemporaine.

Le Sahel a accéléré cette prise de conscience.

Le retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger a révélé quelque chose de plus profond qu'une simple crise militaire. Les grandes bases françaises ont progressivement perdu leur légitimité politique dans une partie croissante des opinions publiques africaines.

Le problème n'était plus seulement sécuritaire. Il devenait symbolique. L'Afrique contemporaine ne veut plus uniquement des partenaires militaires. Elle réclame désormais :

- des infrastructures
- des investissements

- ⚡ des capacités industrielles
- ⚡ des transferts technologiques
- ⚡ et davantage de souveraineté économique.

📍 Le Congo comme Pays Solution

C'est précisément ici que la doctrine congolaise du « Pays Solution » devient stratégique.

Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo ne présente plus la RDC comme un simple pays riche en minerais. Il cherche à repositionner le Congo comme une puissance centrale des transitions industrielles mondiales. Le cobalt congolais n'est plus seulement un minerai. Il devient un actif géopolitique.

Les batteries électriques, l'intelligence artificielle, les infrastructures numériques, les technologies énergétiques ou encore certaines industries de défense dépendent désormais de ressources largement présentes sur le territoire africain — et notamment congolais.

L'Afrique cesse progressivement d'être une périphérie. Elle devient une infrastructure stratégique mondiale. Et cela change tout.

Car lorsqu'un continent devient indispensable aux transitions énergétiques et numériques mondiales, il change automatiquement de statut dans les rapports de puissance internationaux.

La Chine l'a compris. Les États du Golfe aussi. La Turquie, l'Inde, la Russie et les États-Unis également.

Dans cet environnement multipolaire, la France ne peut plus prétendre organiser seule les équilibres africains. Elle devient un acteur parmi d'autres dans une compétition mondiale beaucoup plus ouverte.

Mais la doctrine du « Pays Solution » va plus loin qu'un simple discours minier. Le véritable enjeu pour Kinshasa n'est plus seulement d'extraire les ressources. Il devient:

- ⚡ transformer localement
- ⚡ industrialiser
- ⚡ maîtriser les chaînes de valeur
- ⚡ construire des infrastructures
- ⚡ et conserver davantage de valeur économique sur le territoire national

📍 Gouverner les flux stratégiques

C'est ici que les discours des présidents Macron et Tshisekedi convergent partiellement. Tous deux défendent, chacun à leur manière, le retour de l'État stratège. Le président Macron affirme qu'« il faut des États forts ».

Le président Tshisekedi défend un État capable de sécuriser les ressources, d'organiser les investissements et de planifier les infrastructures nationales. Le marché seul ne suffira pas. La souveraineté contemporaine dépend désormais de la capacité à contrôler :

- ⚡ les flux financiers
- ⚡ les infrastructures numériques
- ⚡ les données
- ⚡ les paiements
- ⚡ les chaînes logistiques
- ⚡ et les systèmes de certification.

C'est précisément là qu'apparaît une nouvelle génération d'infrastructures africaines. La tokenisation des ressources, la traçabilité blockchain, les paiements souverains, la gouvernance carbone ou encore les architectures KYC deviennent progressivement des instruments majeurs de puissance publique. Le numérique cesse d'être un simple secteur technologique. Il devient une infrastructure de souveraineté.

Des architectures comme AXIS traduisent précisément cette mutation. Les ressources africaines ne sont plus seulement exportées comme matières premières. Elles commencent à être intégrées dans des systèmes numériques capables d'assurer :

- ⚡ traçabilité
- ⚡ conformité
- ⚡ gouvernance
- ⚡ certification
- ⚡ et création locale de valeur

📍 L'Afrique entre dans l'âge des systèmes souverains

Au fond, Africa Forward Nairobi 2026 révèle peut-être une réalité beaucoup plus large. L'Afrique entre progressivement dans l'âge des systèmes. La question centrale n'est plus simplement : « qui possède les ressources ? » Elle devient :

- ⚡ qui contrôle les flux ?
- ⚡ qui gouverne les infrastructures ?
- ⚡ qui maîtrise les données ?
- ⚡ qui organise les chaînes de valeur ?
- ⚡ et qui structure les plateformes transactionnelles africaines ?

Dans ce nouvel environnement mondial, les États capables de construire des architectures souveraines disposeront d'un avantage stratégique majeur.

Car l'Afrique du XXI^e siècle sera probablement moins gouvernée par les anciennes logiques territoriales que par la maîtrise des infrastructures invisibles : paiements, connectivité, énergie, données, traçabilité et intelligence artificielle.

Le dialogue implicite entre Emmanuel Macron et Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo révèle finalement une transformation beaucoup plus profonde des relations Afrique-Europe.

L'ancien rapport vertical laisse progressivement place à une négociation entre souverainetés. Une relation moins idéologique. Plus concurrentielle. Plus transactionnelle. Et surtout beaucoup plus stratégique.

La transition reste évidemment inachevée. La France demeure confrontée au poids de son héritage impérial. Et les États africains doivent encore transformer leurs ressources

naturelles en institutions solides, infrastructures durables et puissance industrielle réelle. Mais une rupture historique semble désormais engagée.

Entre Nairobi et Kinshasa apparaît progressivement une Afrique plus souveraine, plus disputée et surtout beaucoup plus consciente de sa centralité dans les équilibres énergétiques, numériques et géopolitiques du XXIe siècle.